Les 10 et 11 novembre, Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche) tenait son 8e congrès dans une actualité marquée par la préparation active des manifestations contre la venue d'Angela Merkel à Lisbonne le lundi 12 puis de la grève générale du 14 novembre.

Le congrès lui-même était précédé vendredi soir par un meeting international « l'Europe contre l'austérité » avec des prises de paroles de Die Linke d'Allemagne, Izquierda Unida de l'État espagnol, une vidéo d'Alexis Tsipras de Syriza et la lecture d'une intervention de Jean-Luc Mélenchon.

Sous le mot d'ordre « Vencer a troika » se sont réunis près de 600 déléguéEs représentant plus de 6 000 militantEs. Le congrès extrêmement bien couvert par les médias a fait l'objet de longs reportages sur les chaînes d'information et dans les journaux.

Rupture avec le mémorandum

Le modèle revendiqué du Bloco est Syriza. Mais avec des résultats électoraux nettement moins importants et surtout un rapport de forces social très différent, le Bloco mise sur une transformation rapide de la situation politique et sociale initiée par la manifestation du 15 septembre qui a réussi à faire reculer le gouvernement. Il défend la proposition d'un gouvernement de gauche de rupture avec le mémorandum de la troïka basé sur quelques points : l'annulation de la dette illégitime, la défense des services publics et des droits à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, la nationalisation des banques qui ont été renflouées par l'État et des secteurs qui ont été privatisés (énergie, télécommunications …), un nouveau système fiscal luttant contre la fraude et déplaçant la charge fiscale du travail sur le capital.

Aujourd'hui la perspective d'un gouvernement de gauche contre la troïka indique la volonté de chasser le gouvernement Passos, l'urgence d'une politique de rupture… mais reste à ce stade très algébrique, avec un PCP encore fort et extrêmement sectaire se refusant à toute alliance avec le Bloco et un PS avec lequel aucune politique de gauche n'est possible.

Gouvernement et mouvement

La motion A recueille 80 % des voix, la motion B, 15 %, les 5 % restant se partagent entre la plate-forme anticapitaliste et des plates-formes locales. Les différences d'orientation sont peu lisibles dans les textes. Cependant de nombreuses interventions soutenant la motion A insistent sur le fait qu'un gouvernement de gauche de rupture avec la troïka ne peut pas se faire avec le PS indiquant ainsi le débat sous-jacent. La motion B défend une option plus « mouvementiste » et pointe ce qu'elle considère comme des problèmes démocratiques.

Le Bloco jouit d'une implantation locale et d'une influence syndicale et dans les mouvements sociaux comme celui qui était à l'initiative de la manifestation du 15 septembre, mais cette dimension était relativement peu présente dans les interventions au profit des nombreuses dénonciations de la troïka, de l'austérité, de la pauvreté, de la destruction des services publics…

Ce congrès voyait aussi la fin du mandat de coordonnateur du bureau politique de Francisco Louça, figure centrale et fondatrice du Bloco dont la parole publique sera désormais portée par Catarina Martins et Joào Semedo.

Article publié dans : Hebdo Tout est à nous